Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Beauharnois

Code géographique : 70022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Guylaine Côté, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Beauharnois pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature _____ Date 2019-06-11

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Beauharnois**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Beauharnois** (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, en raison de l'importance du problème soulevé dans la section "Fondement de l'opinion défavorable" de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Beauharnois** au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion défavorable

Comme l'explique la note 26, la ville n'a pas consolidé les états financiers de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay (ci-après la Régie), parce qu'elle n'a pas été en mesure d'obtenir les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018 de la Régie. Selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public, la ville aurait dû consolider ce partenariat selon la méthode de la consolidation proportionnelle à un taux approximatif de 21 %. Si les comptes de la Régie avaient été consolidés, de nombreux éléments des états financiers ci-joints et plus particulièrement les postes d'actifs et de passifs, auraient été affectés de manière significative. Les incidences de la non consolidation sur les états financiers n'ont pas été déterminées.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion défavorable.

Autre point

Les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion avec réserve en date du 15 mai 2018 pour les raisons décrites dans la section " Fondement de l'opinion avec réserve".

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Beauharnois** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à

des fins fiscales. Notre opinion défavorable n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

·nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

·nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

·nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 116447

DATE 2019-06-11

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	15 272 858	15 174 856	14 624 114
Compensations tenant lieu de taxes	2	498 054	486 891	460 282
Quotes-parts	3			
Transferts	4	844 461	589 673	3 622 490
Services rendus	5	1 360 136	790 444	7 241 404
Imposition de droits	6	574 300	657 879	554 078
Amendes et pénalités	7	205 000	306 581	140 875
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	265 000	200 913	132 429
Autres revenus	10	6 687 000	652 114	1 110 038
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	25 706 809	18 859 351	27 885 710
Charges				
Administration générale	14	4 326 544	3 535 045	4 108 555
Sécurité publique	15	4 451 700	4 574 601	4 447 911
Transport	16	3 258 211	5 011 741	5 630 485
Hygiène du milieu	17	3 881 925	4 896 978	4 641 920
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 627 828	2 279 471	3 281 645
Loisirs et culture	20	2 989 038	6 213 639	11 196 777
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 231 709	1 401 856	1 147 625
Effet net des opérations de restructuration	23			106 689
	24	22 766 955	27 913 331	34 561 607
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 939 854	(9 053 980)	(6 675 897)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		69 005 371	65 795 051
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(237 177)	9 886 217
Solde redressé	28		68 768 194	75 681 268
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		59 714 214	69 005 371

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	542 726	2 791 777
Débiteurs (note 5)	2	13 833 202	18 478 444
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		75 924
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	14 375 928	21 346 145
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	14 009 783	10 423 282
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 871 102	5 766 300
Revenus reportés (note 12)	12	286 799	376 573
Dette à long terme (note 13)	13	50 387 298	52 639 581
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	68 554 982	69 205 736
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(54 179 054)	(47 859 591)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	104 347 027	107 261 684
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	8 967 004	8 967 004
Stocks de fournitures	19	482 650	515 586
Autres actifs non financiers (note 17)	20	96 587	120 688
	21	113 893 268	116 864 962
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	59 714 214	69 005 371

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 939 854	(9 053 980)	(6 675 897)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(30 358 891)	(5 621 812)	(15 046 381)
Produit de cession	3		36 254	842 400
Amortissement	4	4 532 492	4 500 740	3 820 737
(Gain) perte sur cession	5		(32 974)	(354 479)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(25 826 399)	(1 117 792)	(10 737 723)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			90 274
Variation des stocks de fournitures	9		36 338	(39 386)
Variation des autres actifs non financiers	10		21 487	(22 890)
	11		57 825	27 998
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		3 794 484	106 698
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(22 886 545)	(6 319 463)	(17 278 924)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(47 859 591)	(30 580 667)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(47 859 591)	(30 580 667)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(54 179 054)	(47 859 591)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(9 053 980)	(6 675 897)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 500 740	3 820 737
Autres			
- Gain/cession d'immobilisations	3	(32 974)	(354 479)
- Restructuration/Redressement	4	(197 886)	106 696
	5	(4 784 100)	(3 102 943)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	4 203 659	(170 248)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 545 793)	2 540 022
Revenus reportés	9	14 760	71 752
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		90 274
Stocks de fournitures	12	36 338	(39 386)
Autres actifs non financiers	13	21 487	(22 890)
	14	(2 053 649)	(633 419)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 621 812)	(15 046 381)
Produit de cession	16	36 254	842 400
	17	(5 585 558)	(14 203 981)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	(2 032)
Cession	21		
	22		(2 032)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		31 756 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 343 044)	(1 542 006)
Variation nette des emprunts temporaires	25	7 642 439	(19 037 181)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	90 761	(318 479)
Autres			
-	27		2
-	28		
	29	5 390 156	10 858 336
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(2 249 051)	(3 981 096)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 791 777	6 772 873
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	2 791 777	6 772 873
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	542 726	2 791 777

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Beauharnois a été constituée le 1er janvier 2002 suite au décret 1479-2001 daté du 12 décembre 2001 en vertu de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements. Cette ville est issue du regroupement des trois municipalités suivantes:

Ville de Beauharnois
Ville de Maple Grove
Village de Melocheville

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles, les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle. La ville inclut dans son périmètre comptable la Corporation de développement en rives de Beauharnois.

La Corporation de développement en rives de Beauharnois est consolidée à un taux de 100 % pour les résultats et à un taux de 100 % pour l'état de la situation financière.

Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

b) Partenariats

La ville participe au partenariat représenté par la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives et récréatives Beauharnois-Châteauguay dans une proportion approximative de 21 %. Toutefois, tel que mentionné à la note 26, les opérations financières de la régie n'ont pas été consolidées dans les états financiers de la ville.

De plus, la ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Beauharnois, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard du passif aux titres des sites contaminés et des réclamations en justice.

C) Actifs

.

a) Actifs financiers

S/O

b) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 ans

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
  - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes;

- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :
  - pour le passif constaté au 1er janvier 2015: 190 000 $: amorti sur une période de 9 ans, soit: 30 000 $ par année de 2016 à 2020 et 10 000 $ de 2021 à 2024;

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Actifs éventuels

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3320, *Actifs éventuels*. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la ville n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Droits contractuels

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3380, *Droits contractuels*. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur une entente de transferts. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Information relative aux apparentés et opérations interentités

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 2200, *Information relative aux apparentés* et la norme SP 3420, *Opérations interentités*. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

De plus, il n'y a eu aucune opération interentité au cours de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	542 726	2 791 777
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	542 726	2 791 777
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	206 325	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	1 016 479	1 213 480
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	3 519 323	9 106 019
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	143 426	1 119 441
Organismes municipaux	15	243 087	623 508
Autres			
- Amendes, pénalités & autres	16	8 910 887	6 415 996
-	17		
	18	13 833 202	18 478 444
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 823 152	3 211 381
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 823 152	3 211 381
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	13 814	59 635
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		75 924
	32		75 924
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		75 924
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	291 850	
Autres régimes (REER et autres)	41	196 674	183 656
Régimes de retraite des élus municipaux	42	31 781	27 352
	43	520 305	211 008

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

10. Emprunts temporaires

La ville dispose d'une marge de crédit de 12 000 000 $, au taux préférentiel, pour ses activités de fonctionnement dont 2 375 550 $ est utilisé au 31 décembre 2018. De plus, elle dispose de marges de crédit pour ses activités d'investissement qui s'élèvent à 18 224 703 $, au taux préférentiel dont 10 627 157 $ est utilisé au 31 décembre 2018, renouvelable annuellement.
En 2018, la ville disposait également d'une facilité de crédit autorisée pour la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay pour un montant de 4 000 000 $ dont 1 007 076 $ était utilisé au 31 décembre 2018. Cette facilité de crédit a été fermée en 2019.

11. Créditeurs et charges à payer

		2018	2017
Fournisseurs	47	1 074 995	3 122 453
Salaires et avantages sociaux	48	1 126 758	1 148 154
Dépôts et retenues de garantie	49	767 575	908 903
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52	190 000	190 000
Autres			
- Intérêts courus	53	280 632	274 690
- Taxes courus à payer	54		122 100
- Organismes municipaux	55	431 142	
-	56		
-	57		
	58	3 871 102	5 766 300

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	218 487	164 117
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	61 553	68 542
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus perçus d'avance	68	6 759	39 380
- Organismes consolidés	69		104 534
-	70		
-	71		
	72	286 799	376 573

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2018	2017
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,60	2021	2042	73	50 755 300	53 097 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	2 213	3 257
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	50 757 513	53 100 557
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(370 215)	(460 976)
					83	50 387 298	52 639 581

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2018
2019	84		92	2 455 000	100		109	1 085	117	2 456 085
2020	85		93	2 509 600	101		110	1 128	118	2 510 728
2021	86		94	2 577 300	102		111		119	2 577 300
2022	87		95	2 286 900	103		112		120	2 286 900
2023	88		96	2 351 900	104		113		121	2 351 900
2024 et +	89		97	38 574 600	105		114		122	38 574 600
	90		98	50 755 300	106		115	2 213	123	50 757 513
Intérêts et frais accessoires					107	( )			124	( )
	91		99	50 755 300	108		116	2 213	125	50 757 513

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2018	2017
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(54 179 054)	(47 859 591)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(54 179 054)	(47 859 591)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	18 493 485	158	101 862	185		212	18 595 347
Eaux usées	131	26 912 394	159	275 922	186		213	27 188 316
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	55 289 164	160	313 264	187		214	55 602 428
Autres	133	7 231 413	161	441 093	188		215	7 672 506
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	23 609 270	163	36 551	190		217	23 645 821
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	5 592 509	165	402 057	192		219	5 994 566
Ameublement et équipement de bureau	138	1 382 135	166	12 345	193	14 796	220	1 379 684
Machinerie, outillage et équipement divers	139	3 673 463	167	241 985	194	1 568	221	3 913 880
Terrains	140	2 454 732	168	47 045	195	3 280	222	2 498 497
Autres	141	471 412	169		196	471 412	223	
	142	145 109 977	170	1 872 124	197	491 056	224	146 491 045
Immobilisations en cours	143	16 545 918	171	3 749 688	198	4 023 140	225	16 272 466
	144	161 655 895	172	5 621 812	199	4 514 196	226	162 763 511
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	7 979 344	173	459 254	200		227	8 438 598
Eaux usées	146	10 240 214	174	673 944	201		228	10 914 158
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	17 267 123	175	1 667 638	202		229	18 934 761
Autres	148	3 351 313	176	329 856	203		230	3 681 169
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	9 616 768	178	880 031	205		232	10 496 799
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	3 146 564	180	258 275	207		234	3 404 839
Ameublement et équipement de bureau	153	1 032 282	181	81 250	208	14 796	235	1 098 736
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 298 500	182	150 492	209	1 568	236	1 447 424
Autres	155	462 103	183		210	462 103	237	
	156	54 394 211	184	4 500 740	211	478 467	238	58 416 484
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	107 261 684					239	104 347 027
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	8 967 004	8 967 004
Autres	252		
	253	8 967 004	8 967 004
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	8 967 004	8 967 004

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurances et autres	256	96 587	120 688
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	96 587	120 688

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

La ville a contracté des engagements qui ne sont pas comptabilisés pour un montant de 1 654 217 $ relativement à la collecte et transport des déchets, à l'entretien des logiciels informatiques, des bureaux, des patinoires et de l'aréna et à la location de conteneurs, d'équipements et autres. Les versements estimatifs relativement à ces engagements se répartissent comme suit:

2019	666 064 $
2020	518 815 $
2021	469 338 $

19. Droits contractuels

Dans le cadre d'un programme de subvention des infrastructures, la ville et le Gouvernement du Québec et du Canada ont signé un protocole d'entente dans lequel les gouvernements s'engagent à verser une somme maximale de 3 575 992 $ pour des travaux. La ville doit également réaliser des investissements afin d'atteindre un seuil minimal d'immobilisations en réfection d'infrastructures municipales. À la date des états financiers, une somme de 713 708 $ (44 483 $ en 2017) a été comptabilisée à titre de revenus.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

La ville et la Corporation de développement en rives de Beauharnois sont poursuivis solidairement suite à des appels de proposition. La somme réclamée par la demanderesse à l'organisme et à la Ville de Beauharnois représente 4 450 636 $.

De plus, des réclamations totalisant 20 000 $ ont été entreprises contre la Ville de Beauharnois.

La ville conteste le bien-fondé de ces réclamations.

Nous ne pouvons prévoir à cette date, l'issue de ces causes pendantes contre la Ville de Beauharnois. Concernant ces éventualités, s'il y avait obligation d'acquitter un montant, la perte qui en résulterait serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

22. Redressement aux exercices antérieurs

La ville a redressé le solde d'ouverture de l'excédent accumulé affecté et de l'excédent accumulé non affecté pour un montant de 7 878 125 $, pour inscrire à l'excédent affecté les ventes de terrains industriels des exercices antérieurs dont le produit doit être utilisé pour le remboursement de l'emprunt à long terme contracté pour l'acquisition de ces terrains.

De plus, le redressement aux exercices antérieurs de l'excédent accumulé au montant de 237 177 $ est composé d'une somme de 2 182 $ représentant l'excédent accumulé de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay que la ville n'a pas consolidé dans ses états financiers. Il est également composé d'une somme de 234 995 $ correspondant à l'excédent accumulé de Pointe-du-Buisson, Musée québécois d'archéologie qui n'aurait pas dû être consolidé dans les exercices antérieurs suite à une nouvelle interprétation des indicateurs de contrôle de l'organisme par la ville.

Le fait de ne pas consolider, la Régie et le Musée a entrainé également les redressements respectifs de 3 794 484 $ (Régie: 4 020 172 $ et Musée: (225 688)$) de la dette nette et de 197 884 $ (Régie: 104 849 $ et Musée: 93 035 $) des flux de trésorerie.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans le budget des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

25 États financiers

Les chiffres des états financiers au 31 décembre 2017, présentés à des fins de comparaison, proviennent d'états financiers audités par un autre cabinet d'auditeurs.

De plus, à des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent et du budget adopté par le conseil municipal ont été reclassées ou modifiées.

26 Consolidation de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay

La ville n'a pas consolidé les états financiers de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay, parce qu'elle n'a pas été en mesure d'obtenir les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018 de la Régie. La consolidation proportionnelle aurait été effectuée à un taux approximatif de 21 %.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	14 624 114	15 272 858	15 174 856			15 174 856
Compensations tenant lieu de taxes	2	460 282	498 054	486 891			486 891
Quotes-parts	3						
Transferts	4	947 780	784 461	507 893		49 630	508 432
Services rendus	5	6 820 037	1 360 136	790 444			790 444
Imposition de droits	6	554 078	574 300	657 879			657 879
Amendes et pénalités	7	140 875	205 000	306 581			306 581
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	132 429	265 000	200 863		50	200 913
Autres revenus	10	499 072	6 747 000	59 589		907	60 496
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	24 178 667	25 706 809	18 184 996		50 587	18 186 492
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	912 791	60 000	81 241			81 241
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	286 500		519 787			519 787
Autres	18	211 818	50 000	71 831			71 831
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 411 109	110 000	672 859			672 859
	21	25 589 776	25 816 809	18 857 855		50 587	18 859 351
Charges							
Administration générale	22	4 016 016	4 326 544	3 432 332	102 713		3 535 045
Sécurité publique	23	4 290 308	4 451 700	4 439 061	135 540		4 574 601
Transport	24	3 222 777	3 258 211	2 973 183	2 038 558		5 011 741
Hygiène du milieu	25	3 675 459	3 881 925	3 651 953	1 245 025		4 896 978
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 248 453	2 627 828	2 257 589	21 882		2 279 471
Loisirs et culture	28	9 960 129	2 989 038	5 151 240	921 991	189 499	6 213 639
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 146 153	1 231 709	1 401 856			1 401 856
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	3 807 599	4 532 492	4 465 709	(4 465 709)		
	33	33 366 894	27 299 447	27 772 923		189 499	27 913 331
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(7 777 118)	(1 482 638)	(8 915 068)		(138 912)	(9 053 980)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(7 777 118)	(1 482 638)	(8 915 068)	(138 912)	(9 053 980)
Moins: revenus d'investissement	2	(1 411 109)	(110 000)	(672 859)	( )	(672 859)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(9 188 227)	(1 592 638)	(9 587 927)	(138 912)	(9 726 839)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	3 807 599	4 532 492	4 465 709	35 031	4 500 740
Produit de cession	5	842 400		36 254		36 254
(Gain) perte sur cession	6	(354 479)		(32 974)		(32 974)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 295 520	4 532 492	4 468 989	35 031	4 504 020
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	90 274				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	90 274				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	401 071				
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 084 717)	(2 397 045)	(1 954 815)	( )	(1 954 815)
	18	(683 646)	(2 397 045)	(1 954 815)		(1 954 815)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 264 624)	( )	(2 036 166)	( )	(2 036 166)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	6 228 462	18 191	8 116 675		8 116 675
Excédent de fonctionnement affecté	21	964 000		5 000		5 000
Réserves financières et fonds réservés	22	340 369	(561 000)	(526 238)		(526 238)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(335 272)		1 231		1 231
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	5 932 935	(542 809)	5 560 502		5 560 502
	26	9 635 083	1 592 638	8 074 676	35 031	8 109 707
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	446 856		(1 513 251)	(103 881)	(1 617 132)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	1 411 109	672 859		672 859
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(831 666)	(33 670)	( )	(33 670)
Sécurité publique	3	(90 052)	(146 104)	( )	(146 104)
Transport	4	(2 666 113)	(1 155 680)	( )	(1 155 680)
Hygiène du milieu	5	(2 759 842)	(2 509 508)	( )	(2 509 508)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 160 529)	(446 689)	( )	(446 689)
Loisirs et culture	8	(2 271 972)	(1 330 161)	( )	(1 330 161)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(9 780 174)	(5 621 812)	( )	(5 621 812)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	31 354 929			
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	1 264 624	2 036 166		2 036 166
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 230 173	1 494 713		1 494 713
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	424 823	1 606 045		1 606 045
	18	3 919 620	5 136 924		5 136 924
	19	25 494 375	(484 888)		(484 888)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	26 905 484	187 971		187 971

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017	2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 600 626	130 775	411 951	542 726
Débiteurs (note 5)	2	18 873 210	14 165 703	162 326	13 833 202
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	21 473 836	14 296 478	574 277	14 375 928
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	6 367 344	14 009 783		14 009 783
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 253 244	3 683 751	682 178	3 871 102
Revenus reportés (note 12)	12	272 039	284 995	1 804	286 799
Dette à long terme (note 13)	13	52 639 581	50 387 298		50 387 298
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	65 532 208	68 365 827	683 982	68 554 982
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(44 058 372)	(54 069 349)	(109 705)	(54 179 054)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	102 028 169	103 180 992	1 166 035	104 347 027
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	8 967 004	8 967 004		8 967 004
Stocks de fournitures	19	512 184	482 650		482 650
Autres actifs non financiers (note 17)	20	118 074	90 694	5 893	96 587
	21	111 625 431	112 721 340	1 171 928	113 893 268
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	9 600 460	(9 310 090)	(103 812)	(9 413 902)
Excédent de fonctionnement affecté	23	5 000	7 890 125		7 890 125
Réserves financières et fonds réservés	24	1 348 434	163 915		163 915
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(130 992)	(100 662)	( )	(100 662)
Financement des investissements en cours	26	(4 694 613)	(4 506 642)		(4 506 642)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	61 438 770	64 515 345	1 166 035	65 681 380
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	67 567 059	58 651 991	1 062 223	59 714 214

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	8 625 984	8 092 095	8 092 095	7 689 415
Charges sociales	2	2 227 251	1 928 084	1 928 084	1 754 159
Biens et services	3	9 018 797	8 238 735	8 344 112	16 480 751
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	1 231 586	1 124 096	1 124 096	921 728
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		127 289	127 289	75 000
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	123	150 471	150 471	150 897
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	1 234 724	1 223 231	1 223 231	1 070 386
Transferts	10	378 300			
Autres	11		2 423 213	2 423 213	1 600 810
Autres organismes					
Transferts	12	1 200			
Autres	13	37 290			
Amortissement des immobilisations	14	4 532 492	4 465 709	4 500 740	3 820 737
Autres					
- Mauvaises créances	15	11 700			891 035
- Opérations de restructuration	16				106 689
-	17				
	18	27 299 447	27 772 923	27 913 331	34 561 607

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26	
Supportant les engagements de prêts	27	
	28	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	5		
Créances douteuses	6		
Autres frais de gestion	7		
	8		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
	15		
	16		
Excédent (déficit) de l'exercice	17		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	( )	( )
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(9 413 902)	9 828 397
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 890 125	5 000
Réserves financières et fonds réservés	3	163 915	1 348 434
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(100 662)	(130 992)
Financement des investissements en cours	5	(4 506 642)	(8 717 753)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	65 681 380	66 672 285
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	59 714 214	69 005 371
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	(9 310 090)	9 600 460
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	(103 812)	227 937
	11	(9 413 902)	9 828 397
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Kayak	12		5 000
- Mon commerce à l'essai - CLD	13	12 000	
- Terrains industriels	14	7 878 125	
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	7 890 125	5 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	7 890 125	5 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Fonds de dévelop. économique	27		1 100 000
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		1 100 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	143 942	228 461
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	19 973	19 973
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	163 915	248 434
	48	163 915	1 348 434

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	(100 000)	(130 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(100 000)	(130 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	(662)	(992)
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	(662)	(992)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	(301 710)	(413 272)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
-	72	( )	( )
-	73	( )	( )
	74	(301 710)	(413 272)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	301 710	413 272
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80	301 710	413 272
	81	(100 662)	(130 992)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	2 025 266	1 685 428
Investissements à financer	83	(6 531 908)	(10 403 181)
	84	(4 506 642)	(8 717 753)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	104 347 027	107 261 684
Propriétés destinées à la revente	86	8 967 004	8 967 004
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	113 314 031	116 228 688
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	113 314 031	116 228 688
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(50 387 298)	(52 639 581)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(370 215)	(460 976)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 823 152	3 211 381
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	301 710	413 272
	98	(47 632 651)	(49 475 904)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	(80 499)
	100	(47 632 651)	(49 556 403)
	101	65 681 380	66 672 285

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1		2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime complémentaire de retraite pour les employés syndiqués de la ville est un régime à cotisations déterminées. La dépense est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux correspondant à 7,5 % du salaire brut versé à l'employé. L'employeur s'engage à injecter jusqu'à concurrence de 8 %, soit 7,5 % dans le fonds de pension RRFS-FTQ et 0,5 % dans Bâtirente si l'employé syndiqué augmente sa participation à un pourcentage équivalent ou supplémentaire. Toute participation supplémentaire à 7,5 % sera versée dans le REER collectif des employés (Bâtirente).

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110	291 850	
Autres régimes	111		
	112	291 850	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 2

Description des régimes et autres renseignements

Des employés bénéficient d'un régime enregistré d'épargne-retraite individuel où l'employeur contribue à un taux de 7,5 % de leur salaire annuel brut de l'année en cours et l'employeur peut hausser sa contribution jusqu'à 8 % si l'employé injecte dans son REER un pourcentage équivalent.

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114	196 674	183 656

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	5	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	7 728	11 767
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	26 043	27 352
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	5 738	
	119	31 781	27 352

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		**Budget 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2017**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	11 449 804	11 328 122	11 328 122	11 024 966
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	279 071	316 524	316 524	
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	11 728 875	11 644 646	11 644 646	11 024 966
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 144 952	1 135 082	1 135 082	1 125 133
Égout	11	1 130 488	1 111 963	1 111 963	1 047 503
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 185 485	1 196 976	1 196 976	1 187 336
Autres					
- Bacs, tarif bacs et sacs	14	20 408	18 998	18 998	24 958
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	62 650	67 191	67 191	63 715
Service de la dette	18				150 503
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	3 543 983	3 530 210	3 530 210	3 599 148
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	3 543 983	3 530 210	3 530 210	3 599 148
	27	15 272 858	15 174 856	15 174 856	14 624 114

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2017**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	6 306	6 515	6 515	6 411
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32	6 306	6 515	6 515	6 411
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	96 509	95 925	95 925	88 221
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	261 393	253 686	253 686	231 605
	36	357 902	349 611	349 611	319 826
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	364 208	356 126	356 126	326 237
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	133 846	130 765	130 765	
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43				134 045
Taxes d'affaires	44				
	45	133 846	130 765	130 765	134 045
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	498 054	486 891	486 891	460 282

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		**2018**	**2018**	**2018**	**2017**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53				3 153
Sécurité publique					
Police	54				
Sécurité incendie	55				
Sécurité civile	56				
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	25 690	34 412	34 412	26 938
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				278 092
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68				3 080
Réseau de distribution de l'eau potable	69				28 100
Traitement des eaux usées	70				
Réseaux d'égout	71				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72		69 439	69 439	
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73				
Tri et conditionnement	74				
Autres	75		11 000	11 000	
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84		520	520	920
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	393 931	8 239	8 778	517 444
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	50 597	130 517	130 517	74 143
Autres	89	77 345	16 702	16 702	1 065 029
Réseau d'électricité	90				
	91	547 563	270 829	271 368	1 996 899

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		**2018**	**2018**	**2018**	**2017**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				5 000
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97		56 457	56 457	24 000
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				8 470
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107				
Réseau de distribution de l'eau potable	108				
Traitement des eaux usées	109				
Réseaux d'égout	110				758 191
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111	60 000			
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				75 600
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126		24 784	24 784	459 973
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				50 000
Autres	128				
Réseau d'électricité	129				
	130	60 000	81 241	81 241	1 381 234

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2017**
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	236 898	237 064	237 064	244 357
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Partage des revenus du cannabis	138				
Autres	139				
	140	236 898	237 064	237 064	244 357
TOTAL DES TRANSFERTS	141	844 461	589 134	589 673	3 622 490

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS		**2018**	**2018**	**2018**	**2017**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	142				
Évaluation	143				
Autres	144				
	145				
Sécurité publique					
Police	146				
Sécurité incendie	147				
Sécurité civile	148				
Autres	149				
	150				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151		2 000	2 000	
Enlèvement de la neige	152				
Autres	153				
Transport collectif	154				
Autres	155				
	156		2 000	2 000	
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157				
Réseau de distribution de l'eau potable	158				
Traitement des eaux usées	159				
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161				78 840
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162				
Tri et conditionnement	163				
Autres	164				
Autres	165				
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168				
	169				78 840
Santé et bien-être					
Logement social	170				
Autres	171				
	172				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	173				
Rénovation urbaine	174				
Promotion et développement économique	175				
Autres	176				
	177				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	178	581 508	(167 222)	(167 222)	5 830 948
Activités culturelles					
Bibliothèques	179				
Autres	180				
	181	581 508	(167 222)	(167 222)	5 830 948
Réseau d'électricité	182				
	183	581 508	(165 222)	(165 222)	5 909 788

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2018	Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	184				
Évaluation	185				
Autre	186	210 760	243 494	243 494	241 474
	187	210 760	243 494	243 494	241 474
Sécurité publique					
Police	188				
Sécurité incendie	189	40 000	39 362	39 362	85 037
Sécurité civile	190				
Autres	191				
	192	40 000	39 362	39 362	85 037
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	193				
Enlèvement de la neige	194				
Autres	195	104 170	51 663	51 663	147 366
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	196				390 840
Transport adapté	197				
Transport scolaire	198				
Autres	199				
Autres	200				
	201	104 170	51 663	51 663	538 206
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202				
Réseau de distribution de l'eau potable	203				
Traitement des eaux usées	204		75 397	75 397	
Réseaux d'égout	205				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	206				
Matières recyclables	207				
Autres	208	35 540	94 558	94 558	
Cours d'eau	209				
Protection de l'environnement	210				
Autres	211	4 500	7 331	7 331	15 789
	212	40 040	177 286	177 286	15 789
Santé et bien-être					
Logement social	213				
Sécurité du revenu	214				
Autres	215				
	216				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	217				
Rénovation urbaine	218				
Promotion et développement économique	219				
Autres	220				
	221				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	222	377 808	437 678	437 678	
Activités culturelles					
Bibliothèques	223	5 850	6 183	6 183	
Autres	224				451 110
	225	383 658	443 861	443 861	451 110
Réseau d'électricité	226				
	227	778 628	955 666	955 666	1 331 616
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 360 136	790 444	790 444	7 241 404

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	229	70 200	62 521	62 521	62 946
Droits de mutation immobilière	230	500 000	589 837	589 837	484 963
Droits sur les carrières et sablières	231	3 500	5 521	5 521	5 333
Autres	232	600			836
	233	574 300	657 879	657 879	554 078
AMENDES ET PÉNALITÉS	234	205 000	306 581	306 581	140 875
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	235				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	236	265 000	200 863	200 913	132 429
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		32 974	32 974	354 479
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238				144 593
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239				
Contributions des promoteurs	240		519 787	519 787	286 500
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241				
Contributions des organismes municipaux	242				211 818
Autres contributions	243				
Redevances réglementaires	244				
Autres	245	6 687 000	98 446	99 353	112 648
	246	6 687 000	651 207	652 114	1 110 038
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	247				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2018	Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	392 411	363 765	4 063	367 828	367 828	365 296
Greffe et application de la loi	2	904 999	728 793	9 067	737 860	737 860	927 576
Gestion financière et administrative	3	1 543 414	1 287 306	89 583	1 376 889	1 376 889	1 680 301
Évaluation	4	87 185	82 671		82 671	82 671	150 839
Gestion du personnel	5	550 753	456 449		456 449	456 449	543 502
Autres							
- Général et SAAQ	6	847 782	513 348		513 348	513 348	348 502
- Mauvaises créances	7						92 539
	8	4 326 544	3 432 332	102 713	3 535 045	3 535 045	4 108 555
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 303 756	3 455 026		3 455 026	3 455 026	3 235 110
Sécurité incendie	10	1 044 516	880 380	134 869	1 015 249	1 015 249	1 051 342
Sécurité civile	11						
Autres	12	103 428	103 655	671	104 326	104 326	161 459
	13	4 451 700	4 439 061	135 540	4 574 601	4 574 601	4 447 911
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 229 969	2 106 035	1 909 202	4 015 237	4 015 237	3 652 195
Enlèvement de la neige	15	318 157	360 607	21 630	382 237	382 237	368 885
Éclairage des rues	16	140 775	151 421	103 838	255 259	255 259	196 289
Circulation et stationnement	17	63 786	56 911	3 393	60 304	60 304	78 247
Transport collectif							
Transport en commun	18	505 524	298 209	495	298 704	298 704	1 334 869
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	3 258 211	2 973 183	2 038 558	5 011 741	5 011 741	5 630 485

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2018	Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	931 938	1 012 002	202 789	1 214 791	1 214 791	1 191 638
Réseau de distribution de l'eau potable	24	257 080	281 468	213 246	494 714	494 714	465 631
Traitement des eaux usées	25	938 322	816 072	376 868	1 192 940	1 192 940	1 223 617
Réseaux d'égout	26	154 041	120 341	434 643	554 984	554 984	383 534
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	462 070	347 882	12 960	360 842	360 842	278 264
Élimination	28	410 968	298 506		298 506	298 506	345 108
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	397 138	366 554	168	366 722	366 722	418 338
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	164 600	321 518		321 518	321 518	223 112
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	165 768	87 610	4 351	91 961	91 961	112 678
Autres	39						
	40	3 881 925	3 651 953	1 245 025	4 896 978	4 896 978	4 641 920
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	815 744	688 027	21 882	709 909	709 909	616 252
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 109 202	1 012 387		1 012 387	1 012 387	622 277
Tourisme	49						
Autres	50						1 693 826
Autres	51	702 882	557 175		557 175	557 175	349 290
	52	2 627 828	2 257 589	21 882	2 279 471	2 279 471	3 281 645

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	533 859	492 908	289 838	782 746	782 746	1 047 262
Patinoires intérieures et extérieures	54	521 836	535 116	158 978	694 094	694 094	780 509
Piscines, plages et ports de plaisance	55	574 013	2 957 012	7 603	2 964 615	3 105 023	7 239 579
Parcs et terrains de jeux	56	496 381	424 760	174 369	599 129	599 129	702 926
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	52 089	47 826		47 826	47 826	
	60	2 178 178	4 457 622	630 788	5 088 410	5 228 818	9 770 276
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	468 218	491 480	291 203	782 683	782 683	888 161
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	341 894	201 620		201 620	201 620	538 340
Autres ressources du patrimoine	64	748	518		518	518	
Autres	65						
	66	810 860	693 618	291 203	984 821	984 821	1 426 501
	67	2 989 038	5 151 240	921 991	6 073 231	6 213 639	11 196 777
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 231 586	1 251 385		1 251 385	1 251 385	996 728
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	123	150 471		150 471	150 471	150 897
	73	1 231 709	1 401 856		1 401 856	1 401 856	1 147 625
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						106 689
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	4 532 492	4 465 709	(4 465 709)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Beauharnois

Code géographique : 70022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	188 912	188 912	484 281
Usines de traitement de l'eau potable	2			5 564
Usines et bassins d'épuration	3	2 363 347	2 363 347	1 227 036
Conduites d'égout	4	306 255	306 255	757 049
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	471 708	471 708	2 575 885
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	186 890	186 890	143 536
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	59 108	59 108	429 466
Autres infrastructures	11	1 251 136	1 251 136	1 558 158
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	14 017	14 017	775 886
Édifices communautaires et récréatifs	14	106 260	106 260	4 173 845
Améliorations locatives	15	1 130	1 130	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	415 671	415 671	866 215
Ameublement et équipement de bureau	18	27 956	27 956	174 708
Machinerie, outillage et équipement divers	19	199 422	199 422	1 612 300
Terrains	20	30 000	30 000	262 452
Autres	21			
	22	5 621 812	5 621 812	15 046 381

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	87 050	87 050	17 973
Usines de traitement de l'eau potable	24			5 564
Usines et bassins d'épuration	25	2 363 347	2 363 347	1 227 036
Conduites d'égout	26	28 884	28 884	52 027
Autres infrastructures	27	1 380 381	1 380 381	3 347 845
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	101 862	101 862	466 308
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	277 371	277 371	705 022
Autres infrastructures	32	588 461	588 461	1 359 200
Autres immobilisations	33	794 456	794 456	7 865 406
	34	5 621 812	5 621 812	15 046 381

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 773 700		246 852	4 526 848
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	45 195 876		1 788 363	43 407 513
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	49 969 576		2 035 215	47 934 361
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 211 381		388 229	2 823 152
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 211 381		388 229	2 823 152
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 211 381		388 229	2 823 152
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 211 381		388 229	2 823 152
	19	53 180 957		2 423 444	50 757 513
Dette en cours de refinancement	20	(80 400)		(80 400)	( )
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	53 100 557		2 343 044	50 757 513

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	50 757 513
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 531 908
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	19 973
Débiteurs	9	2 823 152
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	1 200 800
Autres		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	53 245 496
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	
Endettement net à long terme	17	53 245 496
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	779 157
Communauté métropolitaine	19	47 457
Autres organismes	20	989 652
Endettement total net à long terme	21	55 061 762
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	55 061 762
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				9 242
Évaluation	2		80 842	80 842	
Autres	3	210 152	114 613	114 613	102 817
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	15 777	15 777	15 777	19 755
Sécurité civile	6	4 509	4 509	4 509	
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				30 167
Transport collectif	9	505 274	292 237	292 237	114 574
Autres	10		217 148	217 148	455 598
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12		88 340	88 340	
Cours d'eau	13	10 934	10 934	10 934	11 193
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	212 578	72 146	72 146	73 020
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	127 494	169 401	169 401	120 138
Autres	21		5 000	5 000	87 816
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	100 132	119 543	119 543	14 980
Activités culturelles	23	47 874	32 741	32 741	31 086
Réseau d'électricité	24				
	25	1 234 724	1 223 231	1 223 231	1 070 386

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Rémunération	1	124 396	285 584
Charges sociales	2	35 913	52 614
Biens et services	3	5 370 193	9 441 976
Frais de financement	4	91 310	
Autres	5		
	6	5 621 812	9 780 174

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	29,00	37,00	42 886,00	2 170 531	498 198	2 668 729
Professionnels	2						
Cols blancs	3	76,00	34,00	67 956,75	1 868 287	478 056	2 346 343
Cols bleus	4	78,00	40,00	106 594,83	3 379 232	808 530	4 187 762
Policiers	5						
Pompiers	6	35,00	5,00	14 603,75	577 447	102 373	679 820
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	218,00		232 041,33	7 995 497	1 887 157	9 882 654
Élus	9	7,00			220 994	76 840	297 834
	10	225,00			8 216 491	1 963 997	10 180 488

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	187 510	73 741	2 880	325 003	589 134
	17	187 510	73 741	2 880	325 003	589 134

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	153 580	174 845
	4	153 580	174 845
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	20 999	22 917
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	20 999	22 917
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	258 781	257 171
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	258 781	257 171
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	94 089	104 947
Réseau de distribution de l'eau potable	17	23 143	24 058
Traitement des eaux usées	18	123	161
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	117 355	129 166
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	1 300	1 344
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	702 334	423 819
Autres	34		
	35	703 634	425 163
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	53 076	53 577
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	94 431	83 314
Autres	38		
	39	147 507	136 891
Réseau d'électricité	40		
	41	1 401 856	1 146 153

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Richard Dubuc	16 374	8 187
Roxanne Poissant	16 374	8 187
Jocelyne Rajotte	16 374	8 187
Alain Savard	16 374	8 187
Linda Toulouse	16 374	8 187
Bruno Tremblay	104 010	16 595
Guillaume Lévesque-Sauvé	16 374	8 187

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		**OUI**		**NON**		**S.O.**
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 000 000 $				
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2		3	X	4	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5	X	6	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	55 210 $		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8	X	9	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 / 11		X
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2018	12	_____ $	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ $	
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1er alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 / 15		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ $	
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 / 18		X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	19	_____ $	
b) autres formes d'aide	20	_____ $	
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....	
Facteur comparatif de 2018	22	.....	
Valeur uniformisée	23	_____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du V*olet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 24 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 25 $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 26 $

b) Dépenses d'investissement 27 _____ $

c) Total des frais encourus admissibles 28 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 29 _____

b) Date d'adoption de la résolution 30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Beauharnois

Code géographique : 70022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la **Ville de Beauharnois**

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la **Ville de Beauharnois** (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2019-06-11

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	15 174 856
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 332 456
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	67 191
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	13 775 209

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 318 138 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 328 573 200
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 323 356 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100) 14 1 , 0409 / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Beauharnois

Code géographique : 70022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	13 069 483
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	51 378
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	13 120 861
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 525 002
Égout	11	1 322 647
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 206 474
Autres		
- Cueillette sélective	14	350 798
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	65 500
Service de la dette	18	300 917
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 771 338
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 771 338
	27	17 892 199

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	7 682
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	7 682
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	98 109
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	264 817
	9	362 926
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	370 608
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	137 751
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	137 751
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	508 359

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	2	/100$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	1 007 291 782	x	5	0,8335 /100$	6	8 395 777			
Immeubles de 6 logements ou plus	7	56 172 024	x	8	0,8335 /100$	9	468 194			
Immeubles non résidentiels	10	153 133 974	x	11	1,6870 /100$	12	2 583 370			
Immeubles industriels	13	21 247 350	x	14	1,6870 /100$	15	358 443			
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	16		x	17	/100$	18				
Autres	19	37 679 800	x	20	1,6670 /100$	21	628 122			
Immeubles agricoles	22	72 601 400	x	23	0,8335 /100$	24	605 133			
Total						25	13 039 039	26 (20 933)	27 ( )	28 51 377 29 13 069 483

Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	30		x	31	/100$	32				
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39		x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42		x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	45		x	46	/100$	47				
Autres	48		x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51		x	52	/100$	53				
Total						54	55 ( )	56 ( )	57	58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29

Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	219 , 00 $
Égout	2	191 , 50 $
Eau et égout	3	, $
Traitement des eaux usées	4	, $
Matières résiduelles	5	199 , 00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Eau potable au compteur	1,1900	7	Mètre cube

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	17 892 199
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes 2		
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 488 345
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	65 500
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	16 338 354

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 1 348 126 330

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 12 1 , 2 1 1 9 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 593 107	360 109		631 307	470 323	607 100
De secteur	2	7 082	1 666		3 185	2 129	1 967
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	180 055			107 449		
Autres	5	242 594	98 991			346 593	8 863
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 022 838	460 766		741 941	819 045	617 930

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	8 407 537			13 069 483
De secteur	10	35 349			51 378
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	13 413			300 917
Autres	13	3 707 880			4 404 921
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	12 164 179			17 826 699

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3	X	4		5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17	
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	399 216 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	22 679 675 $
6.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	3 170 325 $
7.	Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	1 554 044 $
8.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	$
9.	Date d'adoption du budget par le conseil	31	2018-12-04

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10		11	X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13		14	X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16		17	X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

Organisme Beauharnois Code géographique 70022

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Guylaine Côté , atteste que le rapport financier consolidé de Beauharnois pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-08-20.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Beauharnois.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Beauharnois consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Beauharnois détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-08-13 09:58:30

Date de transmission au Ministère : 2019/08/21